

L'implantation du Prds bat le record

de la non transparence

Ould Taya vaincu

Depuis plus d'un an, on attribue au président de la République une volonté d'ouverture sur la réalité et une certaine détermination, à en juger par ses discours, à mettre un peu d'ordre dans la gestion de ses troupes. Certains poussent même l'optimisme jusqu'à entrevoir la prise de mesures allant dans le sens d'une réelle révolution au sein de l'outil politique du président à travers un renouvellement de ses structures de base de manière transparente. Mais l'appareil a la tête dure et ne se laisse pas surprendre. Il a pris en main la campagne de réimplantation du parti-Etat, foulant au pied les directives de transparence émises lors du dernier conseil national du PRDS. A la lumière de ce qui se passe sur le terrain, la volonté de changement en profondeur affichée par le président et soutenue par une grande partie de l'opinion risque de subir un sérieux coup.

Il y a un peu moins d'un an, Ould Taya attestait, lors d'une visite à Kiffa, que des fois il était informé avec trois années de retard sur des choses importantes qui se seraient passées dans le pays. Alors de deux choses l'une: ou bien le président n'est pas au fait du grand bazar qui accompagne l'implantation en cours de son parti, ou bien il n'a pas la mainmise sur une machine, nourrie depuis sa nais-

sance par la fraude et opposée, par nature ou par instinct de survie, à toute forme de changement. Et dans ce dernier cas, nul ne peut contester la victoire des tenants du statu quo et du pourrissement sur le président de la république qui avait appelé de tous ses vœux à une campagne transparente, où la volonté des

Suite en 3

Ould Taya vaincu

Suite de la Une

militants serait respectée. Si l'objectif du parti était, comme il l'a été annoncé par ses dirigeants, de sonder son poids populaire à l'occasion de cette implantation, il est fort à parier que ce but a été biaisé par l'énormité de la fraude qui a caractérisé toutes les étapes de l'opération. L'argent -de l'Etat- a coulé à flots au cours de la première phase d'implantation du PRDS, ce qui a fait que la volonté des militants (si militants il y a) a été fortement aliénée. Les bagarres et agressions enregistrées pratiquement au niveau de toutes les wilayas ont contribué à compromettre l'image déjà ternie du parti.

Administration partisane

La seconde hypothèse est que cette campagne soit destinée à occuper les populations en vue de les détourner des véritables problèmes qu'elles vivent au quotidien. Dans ce cas, l'objectif est atteint, ne serait-ce que le temps d'une implantation. L'administration s'est vidée de son personnel et le budget de l'Etat a été

dilapidé à l'occasion. Plus de 90% des moyens de transport engagés dans la campagne appartiennent à l'Etat. La mobilisation des autorités de l'Etat en faveur de cette campagne montre que le PRDS n'est autre qu'une ramification de cette même administration qui n'arrive toujours pas à se départir de ses vieux réflexes qui consistent à faire d'elle une machine à la solde d'une formation politique. La sortie du Wali du Brakna, la semaine dernière, en est un exemple éloquent. Le village de Roufi Awdi, situé à la frontière entre le Brakna et le Gorgol, constitue, en effet, une pomme de discorde entre les deux tendances politiques du parti dans le département de M'Bagne. Dans son zèle, le wali qui prend fait et cause pour le ministre de l'Équipement et des transports, a décrété, séance tenante, que ce village qui a de tout temps appartenu administrativement au Brakna, ne relève plus de cette wilaya. Un comportement primitif dans un pays qui se veut un Etat démocratique. Un wali peut et doit bel et bien se préoccuper de la sécurité de ses administrés, mais de là

à décider unilatéralement des limites frontalières de sa région en violation de tous les textes, pour la seule cause de satisfaire ses partenaires politiques, voilà un comportement que l'Etat ne devrait tolérer.

Il s'agit là d'un cas de dépassement parmi tant d'autres répertoriés à travers le pays au cours de cette campagne. Les ténors du pouvoir montrent leur détermination à ne pas laisser les partis politiques jouer le rôle qui doit être le leur. Une administration n'ayant pas su jouer la neutralité au cours de l'implantation d'un parti politique, ne saurait observer la neutralité dans une compétition aux enjeux nationaux.

Pour une fois, le président Ould Taya sort vaincu d'une compétition électorale. Car, dit-on, il tenait beaucoup à la transparence de cette implantation. Les faucons du PRDS peuvent alors se frotter les mains... au grand dam de leur chef.

BÂ ADAMA MOUSSA